

M. Charlton: Je vous demande pardon; c'était la deuxième année.

Le très hon. M. Gardiner: De fait, nous nous ressentions encore des effets d'un gouvernement conservateur qui a détenu le pouvoir pendant cinq années. (*Exclamations.*)

M. Charlton: Monsieur l'Orateur, avant les dernières élections, en 1949, le ministre a fait de nombreuses déclarations; d'autres furent formulées par son adjoint parlementaire. Mais, je le répète, les déclarations de veilles d'élections diffèrent généralement beaucoup des paroles prononcées les lendemains de scrutins. J'ai sous les yeux des dépêches de la *Presse canadienne*, reproduisant certaines déclarations du ministre. Voici ce qu'il a dit, par exemple, le 8 décembre 1948:

Aujourd'hui, à Ottawa, le ministre de l'Agriculture, M. Gardiner a déclaré que le Royaume-Uni va nous acheter l'an prochain (1949) 160 millions de livres de bacon canadien, 50 millions de livres de fromage et 1,530,000 caisses d'œufs en coquilles.

Autre dépêche de la *Presse canadienne* du 11 avril 1949:

Samedi, le ministre de l'Agriculture, M. Gardiner, a déclaré qu'étant donné que les Canadiens consommaient 100 p. 100 de plus de produits du porc qu'avant la guerre, le Canada ne pourra tenir ses engagements envers la Grande-Bretagne avec laquelle il avait passé un contrat portant sur 160 millions de livres de bacon.

Le 19 mai...

M. Diefenbaker: De quelle année?

M. Charlton: ...1949, on trouve un autre communiqué de la *Presse canadienne*, ainsi conçu:

"Le contrat avec la Grande-Bretagne concernant le fromage a été réduit à 50 millions de livres, après que la production canadienne eût baissé après la guerre, lorsque les producteurs laitiers ont trouvé plus avantageux de vendre leur lait pour la mise en conserve." M. Gardiner a indiqué que l'Angleterre était prête à en prendre une plus grande quantité, mais il a également déclaré que nous ne savions pas s'il nous serait possible de lui fournir même la quantité en question.

Le 30 mai 1949, juste avant les élections:

M. Gardiner a déclaré, dans un discours diffusé sur le réseau de Radio-Canada que tous les pays du monde, et la Grande-Bretagne en particulier, étaient capables d'absorber une plus grande quantité de nos denrées alimentaires, si nous en avions à vendre et, surtout, si ces pays pouvaient les payer.

Le 23 juin 1949, juste à la veille des élections:

M. Gardiner, ministre de l'Agriculture a déclaré, ce soir, que le chef cœcifiste, M. Coldwell, qui prétendait que le Canada était en train de perdre ses débouchés, en Angleterre, pour les denrées alimentaires, ne pouvait fournir de preuve à l'appui de cette affirmation. M. Gardiner a dit que "les faits témoignent même du contraire".

[Le très hon. M. Gardiner.]

Voici encore ce que nous constatons le 6 juin: il s'agit de la publication par la *Presse canadienne* d'un autre communiqué, en date du 7 juin, du ministre aux journaux:

Lorsque ceux qui critiquent le Gouvernement prétendent que le Canada perd ses débouchés outremer, ils parlent à tort et à travers.

Voici ce qu'a dit, le 20 mai de la même année 1949, l'adjoint parlementaire (je cite une autre dépêche de la *Presse canadienne*):

Nos adversaires diront que les contrats passés avec le Royaume-Uni au sujet des vivres s'en vont par-dessus bord. Cela est loin d'être vrai. Le Royaume-Uni demandera au Canada de lui fournir plus de bacon en 1950.

Qu'a-t-on dit après les élections? Cela est intéressant, monsieur l'Orateur, vu que le 10 décembre 1949 le ministre, ainsi qu'en font foi les *Débats* (page 3156), a formulé la déclaration suivante:

Lorsque nous avons conféré avec eux (des hauts fonctionnaires du gouvernement britannique) à l'automne de 1947...

Et remarquez bien que nous avions entendu auparavant toutes les autres déclarations que je viens de lire.

...ils ont déclaré qu'ils ne voulaient daucun de nos produits alimentaires, à part le blé. La deuxième fois qu'ils nous ont rendu visite, en 1948, ils ont ajouté le fromage...

Ils n'en voulaient pas.

...ce qui n'avait pas été le cas en 1947.

Le très hon. M. Gardiner: Ils ont ajouté le fromage aux aliments qu'ils voulaient et non pas à ceux qu'ils ne voulaient pas.

M. Charlton: Le ministre me permettra-t-il de citer les chiffres qu'il a donnés lui-même?

M. Diefenbaker: Non, il ne veut pas les entendre.

Le très hon. M. Gardiner: Ce ne sont pas là des chiffres.

M. Charlton: Je continue la citation:

Nous préférions, disaient-ils, ne pas recevoir ces produits. En fait, ils ont dit, à certains moments, qu'ils ne les accepteraient pas. Toutefois, nous avons invoqué aussi à certains moments des arguments qui les ont amenés à prendre livraison de ces produits.

Puis, dans le discours qu'il a prononcé, le ministre a déclaré, comme le rapporte la page 3404 du hansard du 23 mars 1953:

Depuis lors, nous n'avons pas vendu de produits alimentaires en Grande-Bretagne, parce que ce pays nous a dit, bien nettement, qu'il n'allait rien nous acheter.

Plus bas, à la même page et dans la même colonne, nous lisons ce qui suit:

M. Diefenbaker: Qu'ont-ils dit?

Le très hon. M. Gardiner: Ils ont dit qu'ils ne voulaient acheter chez nous d'autres denrées alimentaires que le blé.